

l'exploitation de l'embargo imposé par les Nations Unies sur les ventes d'armes à la Rhodésie et à l'Afrique du Sud. Dans les années 70, la France a de nouveau triplé ses exportations d'armes et elle ne le cède qu'à l'URSS et aux États-Unis dans ce domaine. La politique des armements est aussi liée à la position militaire, les forces françaises étant équipées dans toute la mesure possible d'armes qui peuvent être vendues à l'étranger.

Priorités économiques

L'opposition du président de Gaulle aux États-Unis s'étendait à la guerre économique. Il voulait mettre fin à l'influence, à ses yeux exorbitante, que le dollar exerçait à l'intérieur du système monétaire international. La grande «guerre de l'or» ne constituait pas une recherche anachronique du vieil étalon-or; elle traduisait plutôt le souci de barrer la voie à l'inflation exportée par les États-Unis et visait à rendre ces derniers moins capables d'acheter d'importants secteurs des économies européennes avec de l'argent obtenu dans ces pays. La priorité accordée à ce genre de questions économiques devrait s'intensifier sous Giscard d'Estaing. De Gaulle avait accepté le principe selon lequel ni la France ni l'Allemagne n'auraient jamais réalisé quoi que ce soit de grand sans une intervention militaire importante; M. Giscard d'Estaing pourrait fort bien donner à ce postulat la tournure suivante «rien de grand n'arrive jamais sans une économie forte».

Il y a eu des blagueurs pour soutenir que le nouveau président s'occuperait peut-être plus de questions fiscales et monétaires que des Français, et il y a certainement du vrai dans l'idée qu'il connaît mieux les questions économiques que celles de la politique étrangère en général. Les années qu'il a passées à la tête du ministère des Finances et sa formation à l'École Polytechnique devraient porter M. Giscard d'Estaing à préférer les solutions techniques. La nomination du nouveau ministre des Finances laisse prévoir qu'il entend opter pour des réponses techniques précises plutôt que de grands desseins. A l'instar de M. Sauvagnargues, à qui on a confié le portefeuille des Affaires étrangères, M. Jean-Pierre Fourcade est ancien fonctionnaire, ayant précédemment œuvré au ministère sous M. Giscard d'Estaing et dans le monde bancaire.

Le nouveau président se trouve devant une situation difficile. A son entrée en fonctions, il a déclaré privément que l'on devait s'attendre cette année à une inflation de 17 p. cent, et d'autres ont estimé que le déficit de la balance commerciale

atteindrait 6 milliards de dollars en 1974. Cette situation aura des répercussions considérables, non seulement sur la vie quotidienne des Français, mais aussi sur l'«indépendance» politique de la France. Le nouveau gouvernement a reconnu publiquement l'interdépendance de sa politique étrangère et de la stabilité économique de la France lorsqu'il a déclaré, en juin 1974, qu'«il n'y a pas de transformation de la société, dans le sens d'une plus grande justice, qui soit compatible avec l'inflation. Il n'y a pas d'indépendance nationale compatible avec un déficit extérieur et l'endettement à l'étranger.» Le gouvernement a alors annoncé un plan d'austérité visant à réduire en majeure partie la hausse des prix dans l'espace d'un an et à éliminer le déficit commercial en moins de deux ans. Ces mesures économiques contribueront à encourager la justice fiscale en France, mais c'est dans le domaine de la diplomatie qu'elles auront probablement le plus d'effet. La coopération franco-allemande s'en tiendra aux mêmes principes économiques, l'Italie et la Grande-Bretagne seront invitées à se serrer la ceinture et à ne pas vivre au-delà de leurs moyens et, si elle réussit, la France pourra maintenir sa politique d'«indépendance» vis-à-vis des États-Unis.

Rôle de la politique sociale

La victoire serrée de M. Giscard d'Estaing sur M. François Mitterand (51 p. cent des voix contre 49 p. cent) signifie que le nouveau président doit constamment surveiller la Gauche. L'élection a été déterminée dans une très grande mesure par le vote des classes et le président devra élaborer une politique sociale énergique et riche de sens, s'il ne veut pas voir la Gauche enfoncer le centre aux prochaines élections parlementaires. Cette mise en garde est d'autant plus sérieuse que la limite d'âge a été abaissée à 18 ans. Si les quelque deux millions et plus de jeunes âgés de 18 à 21 ans avaient voté lors du dernier scrutin, François Mitterand aurait été élu président. Qui plus est, M. Giscard d'Estaing n'a pas une majorité de partisans au Palais Bourbon et doit éviter les grands changements d'orientation en politique étrangère, s'il ne veut pas se voir contraint de dissoudre prématurément l'Assemblée nationale. Et bien que les réformes de la constitution soient aujourd'hui moins fréquentes, le président voudra sans doute gouverner avec l'Assemblée nationale et non contre elle.

Vu ces considérations d'ordre national, on peut s'attendre à ce que M. Giscard d'Estaing concentre le gros de ses efforts sur l'avenir économique et social de la nation. Sa principale initiative en